

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Directive-cadre services

L'audition organisée au Parlement européen, le 11 novembre dernier, par Mme Gebhardt, a donné lieu à de nombreux exposés qui, presque tous, ont été critiques envers le projet de directive-cadre, voire violemment contre. La question du principe du pays d'origine a fait l'objet de disputes d'experts. On retiendra, notamment, que selon le professeur de droit international Paul Beaumont, de l'université d'Aberdeen en Grande Bretagne, "il ne faut pas chercher à couvrir ce qui est déjà couvert, et mieux, par les Conventions de Rome I et de Rome II" (sur le droit international des contrats). Les Conventions de Rome "seraient mieux adaptées pour régler les liens contractuels dans le cadre de la prestation de services". Quant aux relations non contractuelles "elles ne doivent pas être couvertes par la directive puisque la Convention de Rome II leur garantit un cadre juridique bien plus clair et complet que celui prévu par la Commission". L'autre pierre d'achoppement des débats a été la pertinence d'inclure les services sociaux de santé dans la directive. On retiendra également que l'Union européenne de radiodiffusion (UER) a attiré l'attention sur le danger que le projet de directive se trouve en complète contradiction avec la position officielle de la Commission sur l'industrie culturelle de l'audiovisuel au sein de l'organisation mondiale du commerce.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a publié un communiqué pour souligner, notamment, que le principe du pays d'origine est dangereux pour le bon fonctionnement du marché des services essentiels, particulièrement dans le domaine de l'emploi et des services d'intérêt général, que la législation du travail ne peut pas être traitée comme obstacle à éliminer, que les règles du marché intérieur ne peuvent pas primer sur les services d'intérêt général, que l'analyse de l'impact des mesures proposées n'est ni sérieuse ni correcte.

Mme Gebhardt entend terminer son rapport pour fin janvier 2005 et que la lecture du projet par le Parlement soit achevée au mois de juin suivant.

Cette audition a confirmé les fortes interrogations et oppositions au projet de directive services (voir, notamment, bulletins 154/155/156) et il n'est pas sûr que le projet modifié par la Commission et la Présidence, qui sera présenté au Conseil compétitivité des 24/25 novembre prochains, apporte des réponses suffisantes, d'autant que s'il apporte des précisions, il n'est pas modifié sur le fond.

---

### Conseil européen de Bruxelles

Conclusions du Conseil européen des 4 et 5 novembre 2004 : il a entendu le rapport du président du Parlement européen sur l'investiture de la prochaine Commission européenne et "accueilli favorablement" la nouvelle liste de membres désignés de la Commission en souhaitant qu'elle soit approuvée rapidement (3). Il s'est déclaré satisfait que les vingt cinq Etats membres de l'Union aient signé le projet de traité constitutionnel à Rome, le 29 octobre (4).

Il a, également, discuté de la préparation de l'examen à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne, qui aura lieu au .../..

### Framework directive on services

The hearing organised by Ms. Gebhardt at the European Parliament, on 11<sup>th</sup> November 2004, provided an occasion for a number of presentations almost all of which, were critical of the framework directive, even vehemently against. The issue of the principle of country of origin was a subject for arguments amongst experts. In particular, according to Paul Beaumont, professor of International Law at the University of Aberdeen in the United Kingdom, "one should not seek to cover what is already covered, and for that matter, by the Rome I and Rome II Conventions" (on the international law of contracts). Rome Conventions "would be better adapted to regulate contractual links within the framework of the provision of services". As for non-contractual relations "they should not be covered by the directive, since the Rome II Convention ensures them a much clearer and more comprehensive legal framework than that envisaged by the Commission". The other stumbling block in the debates was the relevance of including social services of health in the directive. It will also be noted that the European Broadcasting Union (EBU) drew the attention on the prevailing danger in that the draft directive is in contradiction with the official position of the Commission on the cultural industry of audio-visual within the World Trade Organization.

The European Trade Union Confederation (ETUC) has published an official statement stressing, in particular, that the principle of the country of origin is dangerous for the proper operation of the market for essential services, especially in employment and services of general interest, that labour law should not be seen as an obstacle to be eradicated, that internal market rules cannot take precedence over services of general interest, that the analysis of the impact of proposed provisions is neither serious nor correct.

Ms. Gebhardt intends to round up her report by the end of January 2005 and that the reading of the draft at the Parliament should be completed the following June.

The hearing confirmed the strong reservations and oppositions to the services directive draft (see, in particular, bulletins 154/155/156) and yet it is not certain whether the draft, modified by the Commission and the Presidency, to be presented at the competitiveness Council of November 24/25, will bring any satisfactory answers, since, though it provides details, it is not amended in content.

---

### The European Council of Brussels

Conclusions of the European Council of 4<sup>th</sup> and 5<sup>th</sup> November 2004: it heard the report of the president of the European Parliament on the nomination of the next European Commission and "welcomed" the new list of members designate for the Commission whilst wishing to see it approved quickly (3). It expressed satisfaction in that the twenty five Member States of the Union had signed the draft constitutional treaty in Rome, October 29 (4).

It, also, discussed the preparation of the half-way assessment of the Lisbon strategy, which will take place.../...

printemps 2005 (6). Il a conclu, sans grand enthousiasme, notamment, en *invitant* "la Commission à présenter d'ici fin janvier 2005 les propositions nécessaires pour procéder à la révision" de la stratégie "en tenant compte du rapport préparé par le groupe à haut niveau présidé par Wim Kok et des points de vue des Etats membres" (7 ; voir également ci-dessous "Sommet social tripartite") *prenant* acte de "l'intention qu'a la Commission de présenter prochainement une communication sur une méthode commune permettant de mesurer la charge administrative" pour une finalisation le plus tôt possible en 2005 (10).

---

## Commission européenne

La nouvelle Commission européenne a été investie, le 18 novembre dernier, par le Parlement européen. Celui-ci a, également, voté une motion demandant que si un commissaire était contesté dans l'exercice de ses fonctions, celui-ci soit démissionné et son remplaçant soumis au processus d'audition par le Parlement.

Cette demande va au-delà des prérogatives actuelles du Parlement, et même au-delà de ce que prévoit le projet de traité constitutionnel.

---

## Sommet social tripartite

Dans la perspective du prochain Sommet social tripartite de printemps 2005, le rapport du groupe de travail à haut niveau présidé par Wim Kok a été présenté aux partenaires sociaux le 4 novembre dernier, juste avant le Conseil européen (voir également ci-dessus).

On remarquera, notamment, que le rapport qui est très critique sur la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne par les Etats membres, souligne, toutefois, que les pays scandinaves (Danemark, Finlande, Suède) sont bien plus avancés que les autres en matière d'emploi, de cohésion sociale, de recherche et développement technologique. Si ces éléments ne sont pas une surprise, en revanche, ils vont à l'encontre du discours général sur la nécessité de réduire les prélèvements de l'Etat pour redresser l'économie. En effet, dans les trois pays scandinaves, qui sont en meilleure santé économique que les autres, la part de produit intérieur brut (PIB) prélevée par l'Etat ne diminue pas, elle a plutôt tendance à augmenter, et dépasse les 50% du PIB. Interrogé sur ce point à l'issue du Sommet, le président Prodi l'a qualifié de "surprenant" et le président du Conseil européen a estimé que les "facteurs culturels" devaient jouer un rôle.

La société civile s'est largement exprimé sur ce rapport.

La Confédération européenne des syndicats (CES) regrette qu'il ait "oublié" les deux dimensions politiques de la stratégie de Lisbonne, la cohésion sociale et la cohésion environnementale. Son secrétaire général, John Monks, a souligné que l'objectif de Lisbonne "n'avait pas pour but d'effrayer les travailleurs et les citoyens avec un agenda érigé axé sur une déréglementation pure et une baisse de leur niveau de vie et des normes sociales, de plus décidé sans eux". La CES remarque, également, que le rapport Kok met l'accent sur un marché intérieur des services tenant compte des préoccupations de la société et que cela suppose "un profond remaniement de la proposition de directive services". Pour le reste, la CES soutient les demandes du rapport relatives au renforcement de la dimension sociale en tant que moteur de productivité et de croissance, à une politique fondée sur le dialogue social et conçue en étroite collaboration avec les partenaires sociaux nationaux et européens, à un cadre macro-économique qui soutienne au maximum la croissance, la demande et l'emploi.

La Plate-forme européenne des ONG sociales trouve équilibré le diagnostic du groupe Kok, mais estime que le rapport néglige la cohésion sociale. La Plate-forme constate, également, qu'on ne peut se contenter de la simple création d'emplois, mais que ceux-ci doivent être plus nombreux ./.

in spring 2005 (6). It concluded, albeit without much enthusiasm, by *asking* "the Commission to present, end January 2005, necessary proposals enabling to proceed with the revision" of the strategy "by taking account of both the report prepared by a high level group chaired by Wim Kok and the points of view of the Member States" (7; see also "Tripartite Social Summit" below) *taking* note of "the Commission's intention to present, soon, a communication on a joint method, making it possible to evaluate the administrative load" for an earliest completion in 2005 (10).

---

## European Commission

The new European Commission was invested on the 18<sup>th</sup> November 2004, by the European Parliament. The Parliament also voted a motion requiring that if a Commissioner were contested in the performance of his/her duties, then they should be made to resign and the replacement should go through the process of hearing by the Parliament.

This demand goes beyond the current prerogatives of the Parliament, and even beyond the provision in the draft constitutional treaty.

---

## Tripartite social Summit

In the perspective of the next Tripartite Social Summit, Spring 2005, the report by a high level working group chaired by Wim Kok was presented to social partners on 4<sup>th</sup> November 2004, just before the European Council (see also above).

It will be noted, in particular, that the report which is very critical of the implementation of the Strategy of Lisbon by Member States, stresses, though, that Scandinavian countries (Denmark, Finland, Sweden) are much more advanced than others as regards employment, social cohesion, technological research and development. Whereas these facts come as no surprise they, however, go against the general declaration on the need to reduce State levies in order to rectify the economy. In fact, in all the three Scandinavian countries, which are in a better economic situation than others, the share of gross domestic product (GDP) levied by the State is not going down, rather it takes an upward trend, and exceeds 50% of the GDP. Questioned on this point, at the end of the Summit, president Prodi qualified it as "surprising" and the president of the European Council considered that "cultural factors" should play a role.

The civil society talked quite at length on this report.

The European Trade Unions Confederation (ETUC) considers regrettable the fact that the report "omitted" two political dimensions of the Strategy of Lisbon, social cohesion and environmental cohesion. Its secretary-general, John Monks, stressed that the objective of Lisbon "was not meant to frighten workers and citizens with a skimpy agenda centred purely on deregulation and the fall of their standard of living and social standards and, worse, decided without them" ETUC, also observes that the Kok report stresses on an internal market for services, taking account of the concerns of the society, and that requires "a profound amendment of the services directive proposal". As regards other issues, ETUC is in favour, of the requests by the report concerning the reinforcement of the social dimension as a drive for productivity and growth, of a policy based on social dialogue and designed in close cooperation with national and European social partners and of a macro-economic framework which firmly sustains growth, demand and employment.

The European Platform of social NGOs considers as balanced the diagnosis by the Kok group, but feels that the report neglects social cohesion. The Platform also observes that one cannot be satisfied with the simple creation of jobs, these must be in large enough numbers./.

"et de meilleure qualité" Elle demande, en outre, qu'un débat ouvert, incluant toutes les parties de la société civile organisée, précède le Sommet social de printemps 2005.

EAPN (European Antipoverty Network) estime que le rapport se fonde sur un modèle de développement inapproprié et dépassé, et qu'il propose des réponses inadéquates : le rapport s'appuie sur l'affirmation non prouvée que la croissance économique mène automatiquement à la cohésion, alors qu'il est prouvé, au contraire, que l'investissement dans des niveaux élevés de protection sociale conduit à des niveaux élevés de croissance durable et d'emplois de qualité. EAPN estime, en outre, que c'est à la Commission de présider à l'agenda de supervision de la stratégie et non au groupe de haut niveau, et souligne la responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement.

Le réseau Solidar (alliance internationale indépendante d'ONG impliquées dans la fourniture de services sociaux, la coopération internationale, l'aide humanitaire et la formation continue) regrette que le rapport se soit focalisé sur la compétitivité, que la "cohésion sociale ne figure pas dans les cinq priorités retenues" et que "le rapport [fasse] explicitement référence à l'élimination des entraves à la libre circulation des services par le biais de la proposition de directive sur les services [...] sans aucune mention des services sociaux ou des services d'intérêt général". Il regrette également que "la dimension 'inclusion sociale' de l'apprentissage tout au long de la vie [soit] elle aussi escamotée". Solidar conclut que les objectifs de Lisbonne ne se réaliseront pas par des notes de bas de pages sur les conséquences sociales et environnementales des politiques.

Le Bureau européen de l'environnement (BEE), pour sa part, regrette que le rapport Kok "adopte une position prudente sur l'équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale", "soutienne inconditionnellement les projets d'infrastructures du programme de 'démarrage rapide' sans que les impacts sociaux environnementaux et économiques" aient été préalablement étudiés", ne mentionne pas la stratégie de développement durable de l'Union.

Rapport Kok : [http://www.europa.eu.int/comm/lisbon\\_strategy/pdf/2004-1866-FR-complet.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/pdf/2004-1866-FR-complet.pdf)

---

## Consommateurs

☞ **Pratiques commerciales déloyales** : Le Conseil des ministres "compétitivité" a adopté, le 15 novembre dernier, une position commune sur une proposition de directive de la Commission (de juin 2003) visant à interdire les pratiques déloyales (vente forcée, pratiques trompeuses) des entreprises commerciales vis à vis des consommateurs. La directive va repasser au Parlement européen pour une deuxième lecture, en mars 2005, et pourrait être adoptée fin 2005. La directive prévoit un socle européen d'obligations minimales, les Etats membres pouvant maintenir des législations nationales plus strictes pendant six ans.

☞ **Crédit à la consommation** : Pour tenir compte de l'avis du Parlement européen, la Commission a modifié sa proposition de directive sur le crédit à la consommation de juin 2002. Toutes les exigences parlementaires n'ont, cependant, pas été retenues provoquant la réaction des associations de consommateurs. Ainsi, par exemple, sur l'harmonisation minimale des règles afin de permettre aux Etats membres qui le souhaitent un degré de garantie plus élevé, ou sur l'inclusion dans le champ d'application de la directive de la promotion du crédit à domicile.

---

## Cour de Justice

☞ **Protection des valeurs fondamentales** : Dans un arrêt C-36/02, du 14 octobre 2004, la Cour dit que "le droit communautaire ne s'oppose pas à ce qu'une activité .../..

"and of better quality". Further, it is calling for an open debate, involving all parties of the organised civil society, to precede the Social Summit scheduled in Spring 2005.

EAPN (European Antipoverty Network) deems that the report is based on an unsuitable and obsolete model of development, and that it is putting forward insufficient answers: the report is based on an unproven assertion, according to which economic growth automatically leads to cohesion, whereas, on the contrary, it has been shown that investment for higher levels of social protection leads to high levels of sustainable growth and quality jobs. Further, EAPN considers that, it is the role of the Commission to oversee the agenda of the supervision of the strategy and not that of the high level group and, stresses on the responsibility of the heads of State and government.

The Solidar network (independent international alliance of NGOs involved in the supervision of social services, international co-operation, humanitarian aid and continuing education) considers as regrettable the fact that the report focused on competitiveness, that "social cohesion is not amongst the five approved priorities" and that "the report explicitly [makes] reference to the elimination of obstacles to free movement of services through the directive proposal on services [...] without any mention of social services or of services of general interest". It also regrets that "the 'social inclusion' dimension of learning throughout life also [be] withdrawn". Solidar deduces that the objectives of Lisbon will not be achieved by mere footnotes on the consequences of social and environmental policies.

The European Environmental Bureau (EEB), on its part, considers it regrettable that the Kok report "adopt a carefully calculated approach on the balance between economic, social and environmental dimensions", "gives unconditional support to infrastructure projects of the program for "quick launching" without prior examination of environmental, economic and social impacts", does not mention the strategy of sustainable development of the Union.

The Kok report : [http://www.europa.eu.int/comm/lisbon\\_strategy/pdf/2004-1866-EN-complet.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/pdf/2004-1866-EN-complet.pdf)

---

## Consumers

☞ **Unfair commercial practises**: 15<sup>th</sup> November, the Council of Ministers, "competitiveness", adopted a common position on a proposal directive of the Commission (of June 2003) aiming at prohibiting unfair practices (forceful sales, misleading practises) by commercial undertakings towards consumers. The directive will again go through the European Parliament for a second reading, in March 2005, and could be adopted by end 2005. The directive provides for a European base for minimal obligations, however, Member States are free to preserve more stringent national legislations for six years.

☞ **Consumer credit**: In order to take into account the opinion of the European Parliament, the Commission has modified its June 2002 proposal for a directive on consumer credit. However, not all of the demands by the Parliament have been met, this has stirred up reaction from consumers' associations. Thus, for example, with regard to the minimal harmonization of the rules, in order to allow Member States seeking to achieve a higher degree of guarantee to be able to do so, or on the inclusion, in the field of the application of the directive, of house to house promotion of credit.

---

## The Court of Justice

☞ **Protection of the fundamental values**: In its decision C-36/02, of October 14<sup>th</sup>, 2004, the Court says that "Community law is not opposed to an undertaking of...

économique consistant en l'exploitation commerciale de jeux de simulation d'homicide fasse l'objet d'une mesure nationale d'interdiction adoptée pour des motifs de protection de l'ordre public en raison du fait que cette activité porte atteinte à la dignité humaine".

La Cour reconnaît, d'abord, que l'interdiction, par l'Allemagne, de l'exploitation d'une installation de jeux importée du Royaume-Uni, affecte la liberté de prestation de services garanties par le traité CE. Elle rappelle, ensuite, que la portée de la notion d'ordre public, invoquée par l'Allemagne, ne saurait être déterminée unilatéralement par chacun des Etats membres. L'ordre public ne peut être invoqué qu'en cas de menace réelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société, toutefois, les Etats membres ont une marge d'appréciation. La Cour poursuit que l'ordre juridique tend indéniablement à assurer le respect de la dignité humaine en tant que principe général de droit et que la protection d'un tel droit fondamental constitue un intérêt légitime de nature à justifier, en principe, une restriction à la liberté de prestation de services. La Cour juge, également, qu'il n'est pas indispensable que cette mesure nationale corresponde à une conception partagée par l'ensemble des Etats membres en ce qui concerne les modalités du droit fondamental ou de l'intérêt légitime en cause, mais que la mesure doit être nécessaire et proportionnelle.

L'argument principal que la Cour tire du respect de la dignité humaine peut donner une indication de ce qu'est susceptible d'apporter l'introduction de la charte des droits fondamentaux dans le projet de Constitution.

✍ **Protection de l'environnement maritime** : Dans un arrêt préjudiciel C-213/03, du 15 juillet 2004, la Cour dit que la Convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution maritime est d'effet direct et que "toute personne intéressée à le droit de [s'en] prévaloir devant les juridictions nationales", en l'occurrence, le syndicat professionnel des pêcheurs de l'étang de Berre et de la région (France). Par ailleurs, la Convention faisant obligation aux Etats membres de subordonner les rejets de certaines substances à la délivrance, par les autorités nationales compétentes, d'une autorisation tenant dûment compte des dispositions de son annexe III, en l'absence d'autorisation par les autorités compétentes françaises, l'entreprise Electricité de France (EDF) n'avait pas le droit de déverser dans l'étang de Berre, qui communique avec la Méditerranée, des substances, non toxiques, mais qui modifient la teneur en oxygène du milieu marin.

Un arrêt, C-293/03 du 7 octobre 2004, a été rendu sur le même objet, mais opposant cette fois la Commission européenne à la République française.

✍ **Traitement des eaux urbaines résiduaires** : Dans deux recours relatifs à la directive sur les eaux urbaines résiduaires 91/271, la Cour a donné raison à la Commission.

Dans l'arrêt C-27/03 du 8 juillet 2004, elle dit que la Belgique a manqué à son devoir d'Etat en ne transposant pas dans les délais la directive européenne et qu'un Etat membre ne saurait exciper de difficultés pratiques, administratives ou financières pour justifier le non respect des obligations et délais prescrits par les directives communautaires.

Dans l'arrêt C-280/02 du 23 septembre 2004, elle dit que la France a manqué à son devoir d'Etat par défaut d'identification des zones sensibles et défaut de mise en œuvre d'un traitement plus rigoureux des rejets dans ces zones.

economic nature involved in the commercial exploitation of games simulating homicidal acts, becoming a subject of a national measure of prohibition adopted for reasons of the protection of the law and order owing to the fact that this activity undermines human dignity".

First, the Court acknowledges that prohibition by Germany, of the exploitation of an installation of a game imported from the United Kingdom, affects the freedom of the provision of services guaranteed by the EC treaty. It then points out that the scope of the concept of law and order, invoked by Germany, could not be unilaterally determined by each Member State individually. The law and order can be invoked only in the event of real and sufficiently serious threat, affecting a fundamental interest of the society, however, Member States reserve a discretion of appreciation. The Court goes on to say that legal order undeniably tries to ensure the respect of human dignity as a general principle of rights and that the protection of such a basic right constitutes a legitimate interest which justifies, in principle, restriction on the freedom of provision of services. The Court, also considers that it is not indispensable to have this provision, taken at national level, correspond to a conception shared by all Member States as regards conditions of the fundamental right or of the legitimate interest in question, but that the provision should be necessary and proportional.

The main argument that the Court draws from the respect of human dignity could give an indication of what is likely to come from the introduction of the charter of the fundamental rights in the draft Constitution.

✍ **Protection of the maritime environment**: In a preliminary judgement C-213/03, of 15<sup>th</sup> July 2004, the Court ruled that the Convention of Barcelona on the protection of the Mediterranean sea against maritime pollution, takes immediate effect and that "anyone concerned could invoke [it] before national courts", whence the move by the professional trade union of fishermen at the pond of Berre and the surrounding area (France). Further, the Convention, by obliging Member States to subject the elimination of certain substances to the delivery of a permission by competent national authorities, duly taking account of the provisions of its appendix III, in the absence of authorization by the competent French authorities, the company, Electricité de France (EDF) did not have the right to pour into the pond of Berre, which communicates with the Mediterranean, substances, though non-toxic, but which modify the oxygen content of the marine environment.

A judgment, C-293/03 of 7<sup>th</sup> October 2004, was handed down on the same issue, but this time opposing the European Commission and the French Republic.

✍ **Treatment of residual urban waste water**: In two appeals concerning the directive on urban waste water 91/271, the Court found the Commission to be in the right.

In the judgement C-27/03 of 8<sup>th</sup> July, 2004, it rules that Belgium failed its duty as a State by not transposing, within required deadlines, the European directive and, that a Member State could not invoke practical, administrative or financial difficulties to justify the failure to meet the Community obligations and time limit.

In judgement C-280/02 of September 23<sup>rd</sup>, 2004, it ruled that France failed its duty as a State failing to identify sensitive zones and failing to implement more rigorous treatment of wastes in these zones.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement Email. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.